

<https://acdn.net/spip/spip.php?article536>



Déclaration

Conseil Mondial des Eglises : Vers un monde sans armes nucléaires

- Accueil - Actualités - Autres sources -

Date de mise en ligne : vendredi 4 septembre 2009

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

Le Comité directeur du Conseil Mondial des Eglises s'est réuni à Genève du 26 août au 2 septembre 2009. Il a adopté à l'unanimité une déclaration sur les armes nucléaires. Le contexte historique et l'agenda international qu'il examine d'ici à juin 2010 lui paraissent offrir des occasions sans précédent de faire des progrès urgents et décisifs vers un monde libéré des armes nucléaires. Il entend y contribuer de toutes ses forces.

Le Conseil Mondial des Eglises rassemble près de 250 Eglises protestantes et orthodoxes. On peut considérer sa déclaration comme un soutien majeur au formidable mouvement qui mobilise actuellement des ONG (notamment à travers le réseau mondial *Abolition 2000*), des villes (plus de 3000 villes membres du réseau des *Maires pour la paix*, dont une centaine en France), et des citoyens de tous pays.

Ceux-ci pourront s'exprimer et manifester leur volonté de désarmement au passage de la Marche mondiale pour la Paix et la Non-violence qui débutera à Wellington (Nouvelle Zélande) le 2 octobre prochain et qui a reçu de très nombreux soutiens en plus de ceux des *Maires pour la paix* et d'*Abolition 2000*. Elle traversera la France du 7 au 13 novembre, accompagnée par la Flamme d'Hiroshima.

Il reste à espérer que l'Eglise catholique, qui ne fait pas partie du Conseil Mondial des Eglises mais y envoie des observateurs, souscrira, elle aussi, à une telle déclaration ou en fera une équivalente, inspirée des discours pontificaux. L'Eglise de France, par exemple, pourrait rompre le silence qui a aidé l'arsenal nucléaire français à croître et embellir au point de pouvoir faire, aujourd'hui ou demain, un milliard de morts. Sans doute pas pour la gloire de Dieu.

ACDN, Saintes, le 3 septembre 2009

"La production et le déploiement d'armes nucléaires constituent, au même titre que leur emploi, un crime contre l'humanité ; ils doivent être condamnés pour des raisons aussi bien éthiques que religieuses."

William Thompson, Presbyterian Church USA, Vancouver Assembly, 1983

1. La communauté internationale est entrée dans une période d'espoir. D'éminentes personnalités nationales et internationales prêchent maintenant en faveur d'un monde sans armes nucléaires, prenant ainsi le contre-pied de politiques établies de longue date. De larges majorités en faveur du désarmement nucléaire se dressent dans les villes, les parlements, les secteurs scientifique et religieux. Le président Barack Obama a reconnu que les Etats-Unis, en tant que seule nation à avoir utilisé pendant la guerre des armes nucléaires, doivent prendre la tête de leur élimination. La Conférence du Désarmement des Nations Unies (ONU), qui rassemble 65 nations, a adopté un programme de travail, après une douzaine d'années d'immobilisme politique et procédurier. L'Afrique vient de faire entrer en vigueur son traité de 1996 qui la transforme en Zone Libre d'Armes Nucléaires (ZLAN) et pour la première fois les armes nucléaires sont, avec ce traité, bannies d'une majorité de pays dans le monde. Ces développements positifs doivent être encouragés et approfondis.

2. Dans la septième décennie de l'ère nucléaire, la charge de la paix internationale pèse de plus en plus lourd sur les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU. Le fait qu'ils possèdent des armes nucléaires est

fondamentalement incompatible avec leur responsabilité privilégiée au regard de la paix et de la sécurité internationales. Les 183 Etats non dotés d'armes nucléaires attendent encore que les cinq Etats nucléaires remplissent leur promesse d'éliminer leurs armes nucléaires.

3. Pendant ce temps, les forces nucléaires restent en état d'alerte haute, le savoir-faire, la technologie et les matériaux nucléaires deviennent accessibles à divers groupes, davantage de centrales nucléaires aggravent les problèmes de sécurité et de pollution, des armées bafouent systématiquement les normes d'emploi de la force et de protection des civils, et le progrès vers l'intérêt général est subordonné à la souveraineté nationale. L'Inde, le Pakistan, Israël et, selon toute probabilité, la Corée du Nord, possèdent des armes nucléaires en dehors du Traité de Non Prolifération. Il est temps d'agir.

4. Il est essentiel pour la communauté internationale de s'unir pour relever ce grand défi et tirer parti des multiples opportunités offertes par l'année qui vient. Les Eglises, les organisations de la société civile internationale, l'opinion publique mondiale veilleront à ce que les gouvernements apportent des preuves flagrantes de progrès, tout en prenant elles-mêmes l'initiative d'agir et de plaider. Les moments forts de mobilisation sont notamment :

21 septembre 2009 : Journée Internationale de la Paix - Cette journée soutenue par l'ONU mérite d'être largement célébrée. Cette année, elle arrive avec 100 raisons de désarmer et de construire à partir de la proposition de désarmement nucléaire en cinq points du secrétaire général de l'ONU.

21 septembre 2009 : Journée internationale de prière pour la Paix - En accord avec les Nations Unies et en tant que participant à la « Décennie pour le dépassement de la violence », le Conseil Mondial des Eglises (WCC) invite les Eglises qui en sont membres à travers le monde à faire de ce jour une journée annuelle de prière pour la paix.

24 septembre 2009 : le président des Etats-Unis préside une séance du Conseil de sécurité de l'ONU - Une session spéciale consacrée au désarmement, rassemblant les chefs d'Etats et présidée par le président Obama, offre aux membres permanents du Conseil de sécurité une occasion unique de reconnaître le lien essentiel entre le désarmement nucléaire et la non-prolifération. Un engagement collectif à une bien plus grande transparence sur la composition de leurs arsenaux nucléaires respectifs constituerait une première étape bienvenue sur le chemin conduisant de la rhétorique actuelle à l'action effective en matière de désarmement. La transparence est possible, indispensable, et en souffrance depuis longtemps.

Septembre-octobre 2009 : Assemblée Générale et Première Commission de l'ONU - Pour écarter le spectre d'un nouvel échec de la Conférence du Désarmement (CD) à Genève, une action permettant d'y remédier lors de l'Assemblée Générale de l'ONU à New York pourrait s'avérer nécessaire. Si la CD ne parvient pas à négocier, comme elle en est tombé d'accord, un traité sur l'arrêt de la production des matières fissiles, il se pourrait que l'Assemblée Générale de l'ONU et sa Première Commission doivent en charger un autre corps spécialement consacré à cette tâche.

5 décembre 2009 : Renouveau du Traité de Réduction des Armes Stratégiques (START) - Les Etats-Unis et la Russie ont ajouté un motif d'espérer en cette année d'opportunités, en commençant à négocier. Il est urgent que le traité START II se fixe pour objectif de réduire les armes au plus bas niveau envisagé, soit 1500 têtes nucléaires de part et d'autre.

L'Afrique, zone libre d'armes nucléaires - Nous saluons les Etats africains qui ont ratifié le traité de Pelindaba et permis tout récemment son entrée en vigueur : le Burundi, le Malawi, le Mozambique et l'Ethiopie. Nous nous réjouissons des progrès effectués par la Namibie dans cette direction et comptons sur l'accomplissement des ratifications restantes. Nous demandons à la Russie et aux Etats-Unis de rejoindre la Chine, la Grande-Bretagne et

la France en signant les protocoles du traité qui donnent à l'Afrique des protections renforcées. Le succès de l'Afrique atteste du nouveau leadership exercé par une majorité mondiale de 116 pays, qui entendent protéger leur territoire national des dangers nucléaires. L'hémisphère sud, soit presque tout le Sud, envoie ainsi un signal d'alarme au Nord dominé par le nucléaire.

Avril 2010 : Réunion des zones libres d'armes nucléaires - Une importante majorité politique et géographique se réunira avant la conférence de révision du Traité de Non Prolifération (TNP) de 2010. Son agenda comprendra probablement les mesures de confiance que ces zones peuvent prendre, particulièrement dans les régions en crise comme le Moyen-Orient et l'Asie du nord-est. Des représentants des sociétés civiles, dont les Eglises, seront présents. Les Etats qui ont établi des zones libres d'armes nucléaires chercheront à consolider leur force par des mesures pratiques. Celles-ci incluent l'accession aux traités existants, des protocoles de sécurité avec les Etats nucléaires, et des groupes d'experts chargés d'étudier les questions-clés que rencontreront les futures ZLAN.

2010 : Conclusion de la révision de la politique de sécurité de l'OTAN - Le Conseil Mondial des Eglises, le Conseil national des Eglises du Christ des Etats-Unis, le Conseil canadien des Eglises et la Conférence des Eglises d'Europe ont appelé l'OTAN à abandonner l'idée que les armes nucléaires préservent la paix, et à profiter pleinement de la situation politique actuelle pour éliminer sa dépendance à l'égard des armes nucléaires, notamment en retirant les armes nucléaires étrangères stationnées dans cinq pays membres de l'OTAN. La lettre collective adressée aux dirigeants de l'OTAN déclarait " *que la sécurité doit être recherchée par un engagement constructif avec ses voisins et que la véritable sécurité se trouve en affirmant et en améliorant l'interdépendance des hommes au sein de la création de Dieu qu'ils partagent*".

2010 : Conférence de révision du TNP - Pour cette réunion de milieu d'année hautement attendue, les Etats nucléaires doivent avoir passé des accords confirmant leur engagement de bonne foi à réaliser une plus grande part de leurs obligations en matière de désarmement. Au minimum, cela implique l'entrée en vigueur du Traité d'Interdiction Complète des Essais, un consensus sur un projet avancé de Traité d'interdiction de la production de matières fissiles (Fissile Material Cut-off Treaty), et un accord sur les mesures de transparence mentionnées plus haut. Cela exigera aussi un engagement clair de progresser au cours du prochain cycle du TNP, dont un plan de travail intensif sur une Convention d'élimination des armes nucléaires.

La communauté internationale est placée devant une année d'opportunités. Le comité directeur du CME, réuni à Genève, en Suisse, du 26 août au 2 septembre 2009 :

A. Encourage les gouvernements et les autres parties concernées à regarder cette année de chances pour le désarmement à la fois avec un sens de l'urgence et avec espoir.

B. Met les Etats nucléaires au défi de tenir leur "*engagement sans équivoque de procéder à l'élimination totale de leurs arsenaux nucléaires en vue d'aboutir au désarmement nucléaire*" (Conférence de révision du TNP de 2000).

C. Invite les Eglises à soutenir les efforts de leurs gouvernements pour écarter de régions entières du monde le danger des armes nucléaires en établissant et en renforçant des zones libres d'armes nucléaires.

D. Appelle ses Eglises membres à dire à leurs dirigeants nationaux : "*Transformez une opportunité en action. Faites connaître vos intentions à la majorité du monde qui veut l'élimination des armes nucléaires, et faites la preuve que l'on progresse. Puisse une année de coopération annuler une décennie d'impasse nucléaire. Rejetez ces armes qui n'auraient jamais dû être fabriquées et qui ne doivent jamais être utilisées. Commencez maintenant à appliquer le traité qui a promis de libérer le monde des armes nucléaires. Fixez une date limite à cette obligation pour nous tous.*"

APPROUVE A L'UNANIMITE PAR CONSENSUS

(Traduction : ACDN)

Contact : [Jonathan Frerichs](#)